

## LES MINORITÉS VISIBLES

L'ANNONCE DES MESURES PRISES EN GUISE DE RÉPARATION À L'ENDROIT DES CANADIENS D'ORIGINE JAPONAISE INTERNÉS DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

**M. Bill Tupper (Nepean—Carleton):** Hier, monsieur le Président, le premier ministre (M. Mulroney) a présenté des excuses aux Canadiens d'origine japonaise que le gouvernement a maltraités pendant et après la Seconde Guerre mondiale. En guise de réparation, il a promis de verser 21 000 \$ à chaque Japonais d'origine japonaise que le gouvernement a déplacé, enfermé, déporté, exproprié ou privé de ses droits et libertés fondamentaux simplement à cause de ses origines.

Le gouvernement va innocenter les Canadiens d'origine japonaise admissibles qui ont été condamnés en vertu de la Loi sur les mesures de guerre. Il va aussi verser 12 millions de dollars à la collectivité canadienne d'origine japonaise pour ses activités éducatives, sociales et culturelles et fournir 24 millions de dollars en vue de la création de la Fondation canadienne des relations interraciales.

Ce matin, j'ai été heureux d'entendre le ministre d'État chargé du Multiculturalisme et de la Citoyenneté (M. Weiner) dire qu'il est disposé à prêter l'oreille aux autres groupes multiculturels.

Les Canadiens d'origine japonaise de Nepean—Carleton avec qui je me suis entretenu hier étaient heureux et fiers. Moi aussi j'étais fier, pas seulement à cause du dénouement de cette affaire, mais aussi parce que c'est notre gouvernement qui s'est donné la peine d'effacer cette tache qui a longtemps terni notre histoire. La journée d'hier a été mémorable pour le Canada.

\* \* \*

## LE BILINGUISME

LA POSITION DU CANDIDAT DU PARTI LIBÉRAL DANS LEEDS-GRENVILLE

**Mme Jennifer Cossitt (Leeds—Grenville):** Monsieur le Président, comme nous le savons tous, le parti libéral du Canada est un parti qui a des principes. Il en a pour tous les goûts!

Nous pensons, cependant, que tous les libéraux respectaient au moins le principe du bilinguisme officiel, mais ce n'est pas le cas. Le candidat libéral dans Leeds—Grenville n'a pas encore décidé s'il est d'accord ou non avec la position de son parti sur cette question. Quand il s'est présenté aux élections provinciales pour le même parti, il y a un an, il s'est nettement opposé à son chef et il a avoué qu'il n'avait pas encore changé d'avis.

Ce n'est pas tout, monsieur le Président. Cet homme, qui s'est déjà présenté deux fois comme candidat libéral fédéral dans Leeds—Grenville a déclaré récemment que le gouvernement dépensait des millions de dollars au Québec pour acheter des votes.

Est-ce la nouvelle version libérale du fédéralisme coopératif? Est-ce ainsi que les libéraux veulent bâtir un Canada plus fort pour tous les Canadiens ou bien essaient-ils encore une fois de

## Article 21 du Règlement

prendre le pouvoir en montant les Canadiens les uns contre les autres? N'est-ce pas la preuve que le chef de l'opposition officielle (M. Turner) est incapable d'établir une fois pour toutes sa position et celle de son parti?

Les gens de Leeds—Grenville et les Canadiens ont le droit de savoir.

\* \* \*

## LE LOGEMENT

LA SITUATION DANS LE GRAND TORONTO

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, j'ai des nouvelles pour le gouvernement, et c'est qu'il y a une crise du logement à Toronto, notamment dans le secteur des logements à prix abordable.

De fait, ce sont sûrement des nouvelles pour lui, car nous n'avons cessé de poser des questions sur ce sujet, et le premier ministre (M. Mulroney) nous a répondu: «Une crise du logement? Quelle crise du logement?» Puis, il se met à faire état de statistiques sur les mises en chantier.

Il n'y a peut-être pas de crise du logement dans certaines régions du pays. Je sais même que, en certains endroits, le prix des maisons est à la baisse. Toutefois, ce n'est ni une solution ni une consolation pour les gens de Toronto.

Encore une fois, j'exhorte le gouvernement à se pencher sur ce problème qu'il a lui-même aggravé en raison de la politique qu'il applique depuis quatre ans. Par exemple, les compressions effectuées à la SCHL, notamment dans le secteur des coopératives, et le refus d'appuyer le programme d'infrastructure. Le chef de l'opposition officielle (M. Turner) a annoncé hier que nous serions prêts à appuyer ce programme, comme il l'a fait en 1986.

Je demande instamment au gouvernement de rétablir le Régime d'épargne-logement qui avait été instauré par un gouvernement libéral et qui a été aboli par le gouvernement actuel. Il permettait aux jeunes gens d'accumuler des épargnes non imposables afin d'acheter leur première maison. Je demande également que le gouvernement étudie sérieusement la question des terrains insuffisamment utilisés dans la région de Toronto, et n'agisse pas comme il l'a fait jusqu'ici, c'est-à-dire attendre l'annonce des élections pour ensuite faire une proposition mal étudiée concernant les terrains de la région de Downsview.

\* \* \*

## LA DÉFENSE NATIONALE

LA BASE DES FORCES CANADIENNES DE SUFFIELD—LES ESSAIS DE GAZ INNervants DANS LES ANNÉES 1960

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, les propos contradictoires et ambigus que l'on tient au sujet de ce qui s'est passé et de ce qui se passe encore au Centre de recherches pour la défense, à Suffield, sont scandaleux.